



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Emir Kir, *Bourgmestre-Président* ;  
Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans,  
*Échevin(e)s* ;  
Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhouné,  
Touria Laaraj, Frédéric Roekens, Julie De Pauw, Zoé Genot, Halil Disli, Serob Muradyan, Ahmed  
Mouhssin, Luc Frémal, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele, *Conseillers communaux* ;  
Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, *Échevin(e)s* ;  
Cevdet Yildiz, Döne Dagyan, Mustafa-Alperen Ozdemir, Derya Bulduk, Thierry Balsat, Gabriella  
Mara, *Conseillers communaux*.

**Séance du 30.05.16**

---

**#Objet : Motion concernant le maintien des six zones de police bruxelloises.#**

---

Séance publique

Le Conseil communal,

Vu l'accord du Gouvernement fédéral du 10/10/2014, lequel inscrit la sécurité comme une de ses grandes priorités;

Vu le budget fédéral pour l'année 2015, voté le 18/12/2014, lequel prévoit une réduction de 2% des dotations fédérales aux zones de police, soit 14,5 millions d'euros, ainsi qu'une réduction de 4% des crédits de personnel, soit 31,5 millions;

Vu le projet de budget fédéral pour l'année 2016, lequel prévoit une dotation fédérale de 718,4 millions d'euros aux zones de police, alors que la dotation était de 721 millions en 2015 et de 763 millions en 2014;

Vu la circulaire du 21 août des Ministres de la Justice et de l'Intérieur relative à l'échange d'informations et au suivi des "foreign terrorist fighters" en provenance de Belgique, laquelle met les autorités communales à contribution pour la détection et le suivi des combattants djihadistes;

Vu l'article 4 de la loi du 07/12/1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux, lequel précise que la coordination de la gestion de la police locale nécessite un plan national de sécurité élaboré par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice;

Vu son article 37bis, lequel prévoit l'élaboration d'un plan régional de sécurité élaboré entre autres par les collèges de police et les chefs de corps des six zones de police de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Vu son article 91/2, lequel précise qu'une fusion des zones de police ne peut être que volontaire c'est-à-dire demandée par les conseils de police des zones de police pluricommunales concernées aux Ministres de l'intérieur et de la Justice;

Vu son article 9, lequel prévoit que la division du territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale en zones de police ne peut avoir lieu que sur avis des bourgmestres concernés, du procureur général et du gouverneur, et sur consultation des conseils communaux concernés;

Vu la proposition de la loi 54-710 déposée par le Sp.a à la Chambre des représentants le 12/12/2014, laquelle vise à fusionner les six zones de police bruxelloises en une seule zone de police, en supprimant la consultation préalable des instances locales concernant Bruxelles-Capitale uniquement;

Vu la décision du Ministre de l'Intérieur du 18/11/2015 de doubler la réserve fédérale d'intervention pour la

Région bruxelloise, passant de 20 à 40 agents durant la journée et de 15 à 30 la nuit;

Vu la motion adoptée au conseil communal du 16/03/2015 par la commune de Woluwe-Saint-Lambert, laquelle demande au gouvernement fédéral de revoir son budget relatif à la dotation fédérale aux zones de police;

Considérant que l'Accord institutionnel pour la Sixième Réforme de l'Etat du 11/10/2011 ne prévoit pas de fusion des zones de police bruxelloises mais l'encouragement d'une mutualisation de certains services administratifs des zones de police;

Considérant que les propositions de fusion des zones de police bruxelloises ne se base sur aucun diagnostic ou audit mettant en évidence qu'elles dysfonctionneraient en raison de leur structure particulière ou qu'elles fonctionneraient mieux sous une autre forme;

Considérant que la densité de population dans les zones de police bruxelloises (1) peut être de deux à quatre fois plus importante que dans la zone de police unique d'Anvers (2);

Considérant que le système de six zones de police participe à la logique de proximité en faisant remonter des informations locales aux niveaux de pouvoirs supérieurs et en répondant aux sensibilités propres à chaque zone;

Considérant que le conseil régional de sécurité, propre à la Région de Bruxelles-Capitale conformément à l'article 37bis de la loi organisant un service de police intégré, permet déjà une coordination et un échange d'informations entre les six zones de police bruxelloise;

Considérant que les six zones de police bruxelloise doivent assurer la sécurité de plus d'1,2 millions d'habitants et des 500.00 navetteurs journaliers, contre 516,148 habitants dans la zone de police unique d'Anvers;

Considérant que pour une population moins importante (1 millions d'habitants), le Brabant flamand compte 27 zones de police pour 35 communes, contre uniquement 6 zones de polices pour 19 communes à Bruxelles-Capitale (1,2 millions d'habitants);

Considérant que les zones de police bruxelloises comptent une moyenne de 3,2 communes par zone de police, contre 2,6 communes en Flandre;

Considération qu'entre 2000 et 2014, le taux de criminalité a baissé de 6% à Anvers et de 22% à Bruxelles;

Considérant que la zone de police unique d'Anvers n'a pas permis d'empêcher le développement de réseaux radicaux comme Sharia4Belgium;

Considérant que la lutte contre le terrorisme est une compétence fédérale;

Considérant que la police de proximité est une compétence communale et qu'elle présente une plus-value considérable dans la lutte contre la grande criminalité;

Considérant que la recrudescence du djihadisme touche toutes les Régions du Royaume, et pas uniquement la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que les communes bruxelloises ne pourront assurer leur mission de police de proximité, de prévention et de gestion des phénomènes locaux liés au radicalisme qu'en présence de moyens budgétaires et humains suffisants;

Considérant que plus 35% du budget des zones de police bruxelloises dépend de leur dotation fédérale;

Considérant qu'entre 85 et 90% de ce budget est affecté aux dépenses de personnel;

Considérant que les communes bruxelloises n'ont pas à combler les économies décidées par le Gouvernement fédéral pour pouvoir garantir le même niveau de sécurité à leurs habitants;

Considérant que les crédits imposés par le Gouvernement fédéral ne permettent pas de recruter des agents en suffisance;

Considérant qu'à la date du 31/10/2015, la Région bruxelloise souffrait d'un manque de 576 agents opérationnels et 192 agents administratifs et logistiques;

Considérant que le doublement de la réserve fédérale ne permet pas de pallier le manque de moyens humains et financiers des zones de police bruxelloises;

Considérant que la norme KUL de financement des zones de police bruxelloises n'a plus été actualisée depuis 2001 alors que la population bruxelloise a depuis lors cru de près de 20% et qu'elle ne tient pas compte des éléments propres à la Région bruxelloise (trafic routier, criminalité urbaine, activité nocturne et de week-end plus importante, dimension internationale plus importante);

Décide :

- de refuser toute fusion des zones de police bruxelloises;
- de demander au Parlement bruxellois d'instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les collaborations existantes entre les services de sécurité fédéraux et locaux, d'évaluer l'efficacité de cette collaboration en termes de prévention et de répression du terrorisme;
- de demander au Gouvernement fédéral de :
  1. Accélérer les procédures de recrutement des policiers à Bruxelles;
  2. Mettre en oeuvre un plan d'action national visant à améliorer la collaboration et l'échange d'informations entre les zones de police et le gouvernement fédéral, dans le respect des compétences propres à chaque niveau de pouvoir;
  3. Préciser la méthodologie à suivre par les autorités communales concernant les "foreign terrorist fighters", ainsi que les critères d'évaluation du profil radical des personnes à surveiller;
  4. Renoncer à la réduction budgétaire frappant la dotation fédérale dans le projet de budget fédéral 2016;
  5. prévoir que la ré-indexation de la dotation fédérale se basera sur une dotation fédérale au moins égale au montant prévu dans le budget 2014, soit un montant de 764 millions d'euros ;
  6. adapter la norme KUL de financement des zones de police sur la base des besoins réels des zones de polices bruxelloises.

(1) Bruxelles-Capitale Ixelles: 5.907 habitants/km<sup>2</sup>; Bruxelles-Ouest: 10.286 habitants/km<sup>2</sup>

(2) 2.779 habitants/km<sup>2</sup>

21 votants : 15 votes positifs, 6 abstentions.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Patrick Neve

Le Bourgmestre-Président,  
(s) Emir Kir

POUR EXTRAIT CONFORME  
Saint-Josse-ten-Noode, le 28 janvier 2020.

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal



Patrick Neve

Le Collège des  
Bourgmestre et Echevins,  
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour





**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig**

Emir Kir, *Burgemeester-Voorzitter* ;  
 Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans,  
*Schepenen* ;  
 Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune,  
 Touria Laaraj, Frédéric Roekens, Julie De Pauw, Zoé Genot, Halil Disli, Serob Muradyan, Ahmed  
 Mouhssin, Luc Frémal, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele, *Gemeenteraadsleden* ;  
 Patrick Neve, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, *Schepenen* ;  
 Cevdet Yildiz, Döne Dayyaran, Mustafa-Alperen Ozdemir, Derya Bulduk, Thierry Balsat, Gabriella  
 Mara, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 30.05.16**

---

**#Onderwerp : Motie voor het behoud van de zes Brusselse politiezones.#**

---

Openbare zitting

De Gemeenteraad,

Gelet op het akkoord van de federale Regering van 10/10/2014 waarbij veiligheid als een van de grote prioriteiten bestempeld wordt;

Gelet op de federale begroting voor 2015 die op 18/12/2014 gestemd werd en die een verlaging van 2% (ofwel 14,5 miljoen euro) voorziet dotaties aan de politiezones, plus een verlaging van 4% (ofwel 31,5 miljoen) aan personeelskrediet;

Gelet op het voorstel voor de federale begroting voor 2016 die een federale dotatie van 718,4 miljoen euro voorziet voor de politiekezone terwijl de dotatie in 2015 - 721 miljoen en in 2014 - 763 miljoen bedroeg;

Gelet op de omzendbrief van de Ministers voor Justitie en Binnenlandse Zaken van 21 augustus betreffende de uitwisseling van informatie en de opvolging van de Belgische "foreign terrorist fighters" waardoor er aan de gemeentelijke autoriteiten een bijdrage gevraagd wordt in het opsporen en opvolgen van djihadistische strijders;

Gelet op artikel 4 van de wet van 07/12/1998 betreffende de organisatie van een gestructureerde en geïntegreerde politiedienst op twee niveaus waarin er gespecificeerd wordt dat er voor de coördinatie van het beheer van de plaatselijke politiediensten een nationaal veiligheidsplan nodig is dat door de Ministers voor Justitie en Binnenlandse Zaken moet worden opgesteld;

Gelet op zijn artikel 37bis die voorziet in de uitwerking van een gewestelijke veiligheidsplan dat opgesteld wordt o.a. de politiecolleges en de korpsoversten van de zes politiezones van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Gelet op zijn artikel 91/2 dat stelt dat een fusie van politiezones slechts vrijwillig kan gebeuren, d.w.z. dat het door de Politieraden van de betrokken pluricommunale politiezones bij de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie moet worden aangevraagd;

Gelet op zijn artikel 9 dat stelt dat de territoriale verdeling van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad in politiezones slechts kan gebeuren op advies van de betrokken burgemeesters, de procureur-generaal en de gouverneur, en dit na consultatie van de betrokken gemeenteraden;

Gelet op het wetsvoorstel 54-710 dat op 12/12/2014 door de Sp.a in de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd ingediend en dat de zes Brusselse politiezones tot een enkele politiekezone wil laten samensmelten waarbij enkel de voorafgaande consultatie van de plaatselijke overheden betreffende Brussel-Hoofdstad wordt

afgeschaft;

Gelet op de beslissing van 18/11/2015 van de Minister van Binnenlandse Zaken om de federale interventie reserve voor het Brusselse Gewest te verdubbelen van 20 naar 40 agenten overdag en van 15 naar 30 's nachts;

Gelet op de motie die tijdens de gemeenteraad van de gemeente Woluwe-Sint-Lambrechts van 16/03/2015 werd goedgekeurd waarbij aan de federale regering gevraagd wordt om het budget betreffende dotatie aan de politiezones te herzien;

Overwegende dat het institutioneel Akkoord voor de zesde Staathervorming van 11/10/2011 geen fusie van de Brusselse politiezones voorziet, maar wel de samenwerking van bepaalde administratieve diensten van de politiezones;

Overwegende dat de voorstellen voor de fusie van de Brusselse politiezones niet gebaseerd zijn op enige diagnose of audit die aantoonde dat ze wegens hun bijzondere structuur niet goed werken of dat ze onder een andere vorm beter zouden werken;

Overwegende dat de bevolkingsdichtheid in de Brusselse politiezones (1) twee-tot viermaal hoger kan liggen dan in de ene Antwerpse politiezone (2);

Overwegende dat het systeem van de zes politiezones voortvloeit uit de logica van buurtwerking waarbij plaatselijke informatie kan doervloeiën naar de hogere bestuursniveaus en men zo makkelijker kan inspelen op de bijzondere noden van iedere zone;

Overwegende dat de gewestelijke veiligheidsraad, die eigen is aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in overeenstemming met artikel 37bis van de wet op een geïntegreerde politiedienst, nu al een coördinatie en een uitwisseling van informatie tussen de zes Brusselse politiezones toelaat;

Overwegende dat de zes Brusselse politiezones de veiligheid moeten waarborgen van 1,2 miljoen inwoners en van 500.000 pendelaars t.o.v. 516.148 inwoners in de eengemaakte Antwerpse politiezone;

Overwegende dat voor een minder omvangrijke bevolking (1 miljoen inwoners) Vlaams-Brabant 27 politiezones voor 35 gemeenten telt t.o.v. slechts 6 politiezones voor 19 gemeenten in Brussel-Hoofdstad (1,2 miljoen inwoners);

Overwegende dat de Brusselse politiezones een gemiddelde van 3,2 gemeenten per politiezone tellen t.o.v. 2,6 gemeenten in Vlaanderen;

Overwegende dat tussen 2000 en 2014 de misdadacijfers in Antwerpen met 6% gedaald zijn en in Brussel met 22%;

Overwegende dat de eengemaakte politiezone van Antwerpen niet verhinderd heeft dat er radicale netwerken zoals Sharia4Belgium ontstaan zijn;

Overwegende dat de strijd tegen het terrorisme een federale bevoegdheid is;

Overwegende dat de buurtpolitie een gemeentelijke bevoegdheid is en een aanzienlijke meerwaarde betekent in de strijd tegen de zware criminaliteit;

Overwegende dat de opkomst van het djihadisme alle Gewesten van het Koninkrijk treft en niet enkel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de Brusselse gemeenten hun taken van buurtpolitie, preventie en beheer van plaatselijke fenomenen gelinkt aan de radicalisering slechts kunnen uitvoeren met voldoende financiële en menselijke middelen;

Overwegende dat meer dan 35% van de begroting van de Brussels politiezones afhangt van de federale dotatie;

Overwegende dat tussen 85 en 90% van deze begroting dient voor personeelsuitgaven;

Overwegende dat de Brusselse gemeenten niet moeten opdraaien voor de besparingen die de federale regering beslist om hun inwoners dezelfde mate van veiligheid te blijven garanderen;

Overwegende dat de kredieten die door de federale regering worden opgelegd niet volstaan om voldoende agenten aan te werven;

Overwegende dat het Brussels Gewest op 31/10/2015 een tekort had aan 576 operationele agenten en 192 administratieve en logistieke agenten;

Overwegende dat een verdubbeling van de federale reserve niet volstaat om het tekort aan menselijke en financiële middelen van de Brusselse politiezones te verhelpen;

Overwegende dat de KUL-norm voor de financiering van de Brusselse politiezones al sinds 2001 niet meer werd aangepast terwijl de Brusselse bevolking intussen met bijna 20% gestegen is en dat deze norm ook geen rekening

houdt met elementen die eigen zijn aan het Brussels Gewest (wegverkeer, stadscriminaliteit, belangrijke activiteit 's nachts en in het weekend, grotere internationale dimensie);

Beslist :

- om iedere fusie van de Brusselse politiezones te weigeren;
- om te vragen aan het Brussels Parlement om een parlementaire onderzoekscommissie in te stellen die ermee belast wordt om de bestaande samenwerkingsverbanden tussen de federale en plaatselijke veiligheidsdiensten te onderzoeken, de doeltreffendheid van deze samenwerking te evalueren qua preventie en aanpak van het terrorisme;
- om te vragen aan de federale regering om:
  1. De aanwervingsprocedures van politieagenten in Brussel te versnellen;
  2. Een nationaal actieplan te ontwerpen om de samenwerking en uitwisseling van informatie tussen de politiezones en de federale regering te verbeteren en dit met respect voor de verschillende bevoegdheden die eigen zijn aan ieder bestuursniveau;
  3. de methodologie te preciseren die door de gemeentebesturen gevolgd moet worden i.v.m. de "foreign terrorist fighters" evenals de evaluatiecriteria voor het radicaliseringsprofiel van de personen die in de gaten gehouden moeten worden;
  4. In het federaal begrotingsvoorstel voor 2016 het budget voor de federale dotatie niet te verminderen;
  5. Te voorzien dat de herindexering van de Federale begroting gebaseerd zal zijn op een federale dotatie die minstens gelijk is aan het bedrag dat in de begroting van 2014 voorzien was, namelijk 764 miljoen euro;
  6. De KUL-norm voor de financiering van de politiezones aan te passen op basis van de reële noden van de Brusselse politiezones.

(1) Brussel Hoofstad Elsene: 5.907 inwoners/km<sup>2</sup>; Brussel-West: 10.286 inwoners /km<sup>2</sup>

(2) 2.779 inwoners/km<sup>2</sup>

21 stemmers : 15 positieve stemmen, 6 onthoudingen.



ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Patrick Neve

De Burgemeester-Voorzitter,  
(g) Emir Kir

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Sint-Joost-ten-Node, 28 januari 2020.

In opdracht :  
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve



Het College van  
Burgemeester en Schepenen,  
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour